

## The Evolution from the Province to the State. Case Study: Kosovo

Andrei BOCĂNIALĂ<sup>1</sup>

**Abstract:** The West perceives the Balkan region as a source of violence and concern considering that the normal state of the Balkan peoples is belligerent. Yugoslavia after the Second World War was considered a model for the construction of a multinational state. Given the past shared by the countries belonging to the Federation, for a while things went well. Yugoslavia was perceived in the 1980-1990 as being confronted with violence, the growing nationalism and an increased political destabilization, all of which culminated with the Kosovo conflict and the emergence of the newest European state. The international community, the United Nations, NATO and European organizations have played and continue to play an important role in the evolution of the Balkan area and, consequently, in the consolidation and development of the Kosovo state.

**Keywords:** Kosovo; ethnic minorities; province; violence; independence

### 1. Introduction

L'origine des événements des années '90 déroulés sur le territoire de l'ancienne Yougoslavie n'est pas seulement ethnique; ce qui s'est consumé dans les Balkans au fil des générations c'est la haine des Serbes envers les Croates, des Croates envers les Slovènes, des Slovènes envers les Monténégrins, des Monténégrins envers les Musulmans, des Musulmans envers les Macédoniens et des Macédoniens envers les Albanais (Williams, 2001, p. 16). On ne peut pas appliquer cette assertion dans le cas des Serbes et des Albanais. Ce qui a déterminé des dissensions dans cette région ce sont les conflits ethniques pas pour l'histoire ou la société, mais plutôt pour la politique et le pouvoir. C'est l'ethnicité qui s'est assumée un rôle central dans la lutte pour le pouvoir issue à la disparition de Tito (Williams, 2001, p. 16).

De nos jours la dénomination de Kosovo renvoie à une certaine réalité politique – à une partie composante de la Yougoslavie apparue en 1945 comme «région» puis «province» de la Yougoslavie. Sa superficie est de 10 887 km carrés. On y retrouve les deux plaines, Kosovo et Metohia, qui sont à l'origine de la dénomination

---

<sup>1</sup> PhD in progress, Academy of Economic Sciences, Bucharest, Romania, Address: 2-2A Calea Grivitei Str., Sector 1, Bucharest 010731, Tel.: +4021.319.19.00; Fax: +4021.319.18.99, Corresponding author: andrei\_bocaniala@yahoo.co.uk.

officielle – Kosovo Metohia – usitée habituellement à présent à Belgrade (Zbucea)<sup>1</sup>.

Quoique la guerre des Serbes et des Albaniens semble puiser dans l'exacerbation du nationalisme et les abus des droits de l'homme des années 1980-1990, la tendance des deux côtés de se contester les droits sur la province Kosovo mène le conflit dans le passé lointain. Alors, pour pouvoir apprécier les origines et les conséquences de la guerre du Kosovo il faut prendre en compte pas seulement la simple haine parmi les groupes, mais aussi les sens de «l'ethnicité», de «la nation» et de «l'identité nationale». Les Serbes et les Albaniens ont construit leurs propres mythes concernant l'importance historique de la province Kosovo pour l'origine de la nation et de leur identité nationale.

Le 15 juin 1389 a eu lieu la bataille de Kosovo Polje – la bataille du Champ des merles – entre les forces ottomanes conduites par le sultan Mourad I accompagné de son fils favori Bayezid et une coalition des forces conduites par trois dynasties possédant chacune des portions variables du territoire kosovar. Celles-ci appartenaient aux princes Lazar et Vuk Brankovic et au roi de la Bosnie, Tvrtko. Les forces de tous les belligérants ne dépassaient pas 30 000 hommes et le résultat de la bataille a été indécis. Le fait que le sultan et le prince Lazar sont morts le même jour de la bataille a fait qu'à partir du XVIème siècle dans les épopées transmises oralement les dimensions de la bataille ont acquis des proportions mythiques et sont devenues un symbole de l'héroïsme et de la résistance, ainsi qu'un stimulent dans les combats contre l'adversaire perçu comme oppresseur du peuple et de la foi. Cette vision a été intégrée à l'idéologie nationale élaborée plus tard et elle a des réverbérations jusqu'à présent. C'est pourquoi le Kosovo est considéré comme un symbole de la nationalité et de la résistance serbe (Zbucea)<sup>2</sup>. La province est de cette époque-là devenue un élément clé de la culture et de l'identité historique serbe. Les Serbes argumentent qu'ils y vivent depuis le VIIème siècle, que leurs rois moyenâgeux y ont été couronnés (Williams, 2001, p. 17), que 400 ans auparavant il y avait 2000 monastères orthodoxes serbes et qu'à cette époque-là la province gardait les plus importants trésors de l'art religieux serbe (Wall)<sup>3</sup>. Par contre, les Albanais argumentent qu'ils y sont arrivés avant les Serbes et qu'ils sont les descendants directs des anciens habitants de la région, les Illyriens. Les deux côtés revendiquent la province comme le berceau de la civilisation et ensuite que leur nationalité – à savoir albanaise ou serbe – avait été la plus nombreuse.

---

<sup>1</sup> Gheorghe Zbucea, <http://www.itcnet.ro/history>.

<sup>2</sup> L'article de Gheorghe Zbucea est visible sur le site <http://www.itcnet.ro/history>.

<sup>3</sup> James M. Wall, *Kosovo crisis: ethnic-religious battleground*, [http://www.findarticles.com/cf\\_0/m1058/n9\\_115/p.1/article/html](http://www.findarticles.com/cf_0/m1058/n9_115/p.1/article/html)

Outre ces prétentions historiques il y a aussi d'autres différences entre les Serbes et les Albanais – leurs langues sont différentes ainsi que leurs religions. Région avec une forte homogénéité de la population – les ethniques albanais représentant 90% des 2 millions de la population, le Kosovo est une terre pauvre et surpeuplée qui détient le record du chômage et de l'illettrisme dans l'ancienne Yougoslavie.

Les Albanais de Kosovo ont fait partie, ensemble avec les Serbes et d'autres peuples balkaniques, de l'Empire ottoman. Après la chute de celui-ci, la région est restée dans le cadre de la Serbie, sauf pendant une courte période (1942-1945) quand elle a été rattachée à l'Albanie. Les traités signés à la fin des deux guerres mondiales ont maintenu le statu quo du territoire peuplé en majorité par des ethniques albanais. La situation apparue après la mort de Tito et après la chute du communisme a alimenté l'augmentation de l'agressivité du nationalisme serbe ainsi que l'irréductibilité kosovar. En 1999 les Albanais ont revendiqué l'indépendance de la province et les plus radicaux d'entre eux rêvent de se rattacher à la patrie mère, l'Albanie.

Les premiers signes du conflit entre les Albanais et les Serbes ont apparu après la disparition de Tito, mais les racines en datent depuis longtemps. A l'époque de la domination ottomane, conjointement à un certain déplacement de la population slave vers le sud, on enregistre une croissance du nombre des Albanais. Après la seconde Guerre balkanique, en 1913 le Kosovo a été intégré à la Serbie. La situation est restée la même à la fin de la Première Guerre Mondiale, lorsque l'idée commune d'une émancipation devient le liant du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Dans l'édifice de la fédération de Tito, le Kosovo a reçu, par la constitution de 1974, un statut de province autonome dans le cadre de la République de Serbie. La politique de Tito a été un essai d'affaiblir le séparatisme albanais afin de prévenir la possible désintégration de la Yougoslavie. La Yougoslavie de Tito était un Etat capable à annihiler par une dictature communiste les animosités historiques parmi les Serbes, les Croates, les Slovènes, les Monténégrins, les Macédoniens et les Bosniaques (Vlad, 2001, p. 20). Le Kosovo avait un parlement et un gouvernement propres ainsi qu'une représentation directe dans les organes fédéraux où, proportionnellement, ils étaient avec un tiers de moins que ceux de la Slovaquie ou la Croatie par exemple (Zbucnea)<sup>1</sup>. Une telle situation allait être annulée en grande partie après la mort de Tito et ensuite supprimée en 1989-1990.

Belgrade a depuis toujours qualifié les Albanais du Kosovo de «l'ennemi de l'intérieur». Un document secret, «l'Expulsion des soldats albanais», élaboré en 1937, établissait les moyens de bannir les Albanais du Kosovo et de les remplacer avec des Serbes «purs». (War in the Balkans. Yugoslavia, the bloody spring end of

---

<sup>1</sup> L'article de Gheorghe Zbucnea est visible sur le site <http://www.itcnet.ro/history>.

the century, 1999, pp. 98-99) En 1981 les Albanais ont protesté contre la pauvreté, le chômage accru et la détérioration des conditions socio-économiques. Peut-être que celles-ci avaient été les raisons pour lesquelles, entre 1981 et 1987, les autorités fédérales yougoslaves ont perçu au Kosovo un nationalisme dangereux et irrédentiste. La réimposition du pouvoir de la Serbie au Kosovo a brisé un cycle de nationalismes qui se trouvaient en compétition et qui, de 1991, ont mené au démembrement de la Yougoslavie et à l'éclatement de la guerre entre les Albanais et les Serbes. (Williams, 2001, p. 23)

L'arrivée au pouvoir de Milosevic en 1998, premièrement comme chef du Parti communiste serbe, ensuite comme président de la Serbie, a déterminé le durcissement de la politique concernant le Kosovo. De cette manière un processus graduel de «serbisation» de la province a été entamé. Les Serbes ont craint que les révolutions du centre et de l'est de l'Europe de 1989 ne mènent aux mêmes revendications de la part des Kosovars (Dragnich, 1995, pp. 55-56) Ceci avait aussi été une des raisons pour lesquelles le 23 mars 1989 Milosevic a révoqué l'autonomie héritée de Tito, ce qui a causé une série de violences au Kosovo – il y a eu 29 morts et la police a arrêté plus de 30 Albanais. Ceux-ci n'avaient plus accès normal au système de santé, d'enseignement, aux emplois administratifs. La presse, les emplois, la culture étaient pour ainsi dire «rationnalisées». La langue albanaise a été proscrite et les caractères cyrilliques sont devenus obligatoires. La décision a été suivie par des actes d'agression de la part de Belgrade, soutenus par la police et l'armée et voués à déterminer un exode en masse des Albanais. On a mis la région sous contrôle militaire. (Dufour, 2002, p. 221)

## **2. La Crise du Kosovo. Deux Etats Albaniens en Europe**

Le quotidien russe Pravda remarquait le fait que «l'indépendance unilatérale» de la province serbe Kosovo avait créé une anomalie dans les Balkans. A présent, il y a deux états albanais pour seulement quatre millions habitants. Et cela pourrait être seulement le début. Si les Albanais de la Macédoine – qui constituent un quart de la population – exigent l'indépendance (à laquelle ils aspirent) il y aura en Europe trois états albanais. Et si la Bosnie se démembre elle aussi, sous l'empire de «l'indépendance sur des critères ethniques», il y en aura quatre (Hammond & Herman, 2003, p. 88). Certes, une absurdité.

Les analystes politiques estiment qu'après le démembrement de la Yougoslavie des années '90, on assiste à présent au début de la dissolution de la Serbie. Outre le Kosovo, en Serbie la région Novi Sad réclame elle aussi l'indépendance, peuplée majoritairement par des Hongrois et connue sous le nom du Banat serbe. La région s'avoisine avec le Banat roumain. Et maints efforts ont été déployés pour que les deux zones s'approchent afin de constituer une région économique distincte dans

l'UE. L'Allemagne, l'Autriche et la Hongrie ont à de nombreuses occasions soutenues les tendances des séparatistes du Banat serbe et ils promettent de grands investissements en cas de la proclamation de l'indépendance.

Le 28 mai 1998 le Conseil de l'Atlantique du Nord réuni au niveau des ministres des Affaires étrangères a fixé les deux objectifs majeurs concernant la crise de Kosovo: appuyer la gestation d'un règlement spécifique de la crise et promouvoir la stabilité et la sécurité dans les pays voisins avec une emphase particulière sur l'Albanie et l'ex-république yougoslave de Macédoine. (le Manuel NATO, 2001, p. 81)

En juin l'aviation de l'Otan a effectué des manœuvres au-dessus de l'Albanie et de la Macédoine, ce qui n'a pas empêché l'offensive serbe de continuer tout l'été. Malgré les différents efforts de pourparlers, les pressions de la part de la Communauté internationale et des manœuvres aériennes de l'Otan, le conflit a continué dans l'ouest de la province Kosovo, ce qui a mené à l'exode vers l'Albanie de plus de dix mille personnes.

Sous la pression des Américains, Milosevic a proposé aux Albanais du Kosovo un accord intérimaire d'une durée à cinq ans qui accordait à la province un certain degré d'autodétermination, rejeté par le côté albanais. Les heurts se sont poursuivis et plus de 230 000 personnes ont été chassées de leurs foyers et beaucoup d'entre elles se sont réfugiées en Albanie, en Bosnie et en Herzégovine; le durcissement des actes de violence des deux cotés a déterminé l'ONU à élaborer la résolution 1199 qui demandait le cessez-le-feu au Kosovo et le retrait des troupes serbes. Elle exigeait aussi à entamer des pourparlers et que les réfugiés retournent.

La résolution a été fondée sur le chapitre 7 de la Charte de l'ONU et elle démontrait que la détérioration de la situation au Kosovo constituait une menace à l'adresse de la sécurité de la paix dans la région<sup>1</sup>. Si le côté serbe ne s'y conformait pas, le Conseil de Sécurité allait prendre des mesures additionnelles que certains ont interprété comme un recours possible et autorisé à la force armée. Le 13 octobre 1998, suite à l'aggravation de la situation, le Conseil de l'OTAN a autorisé l'activation des ordres des frappes aériennes. Le but de cette mesure était d'appuyer les efforts diplomatiques pour que le régime de Milosevic retire ses forces du Kosovo, pour qu'il coopère afin de mettre un terme à la violence et pour qu'il facilite le retour des réfugiés chez eux (le Manuel NATO, 2001, p. 81). Par cette stratégie, l'Ouest espérait que Milosevic entendrait leurs demandes pour éviter ainsi le conflit. Un compromis semblait avoir été réalisé lorsque, en octobre 1998, Milosevic et Holbrooke ont signé un accord stipulant le retrait des troupes serbes, le cessez-le-feu et le déploiement au Kosovo de 2000 observateurs sans

---

<sup>1</sup> Resolution 1199(1998), adopted by the Security Council on 23 September 1998, [www.nato.int/1199/docu/u980923a.html](http://www.nato.int/1199/docu/u980923a.html)

armes de l'OSCE soutenus par un dispositif aérien. Dans ces conditions l'OTAN a retiré la menace de l'attaque aérienne et, même si les hostilités semblaient cesser, ultérieurement les événements démontrèrent le contraire.

En appuyant l'OSCE, l'Alliance a constitué une force militaire opérative spéciale dont la mission était d'aider à évacuer urgemment la Mission de vérification au Kosovo au cas où la reprise du conflit soumettrait ceux-ci à des risques. Cette force opérative s'est déployée dans l'Ancienne République yougoslave de la Macédoine, sous le contrôle général du Commandant suprême des forces alliées en Europe (le Manuel NATO, 2001, p. 82).

En dépit de cette mesure, la situation au Kosovo a changé au début de l'année 1999 suite à quelques actes provocateurs provenant des deux parties et à l'utilisation excessive et disproportionnée de la force par l'armée et la police spéciale serbe. Les observateurs internationaux ont découvert dans le village de Rakak les cadavres de 45 albanais. Les autorités serbes ont déclaré que les victimes étaient membres de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) morts sur le champ de bataille, affirmation contredite par les observateurs qui montrent que les victimes portaient des habits civils et que parmi elles il y avait trois femmes et un adolescent. Le chef du groupe des observateurs, l'américain William Walker, exprime son indignation envers ses atrocités qu'il qualifie de crimes contre l'humanité commis par les forces serbes, par la police et l'armée yougoslave.

Le 23 janvier 1999 l'OSCE publie le rapport de ses observateurs, une fâcheuse initiative pour les Serbes qu'on accuse d'arrestations abusives, possessions arbitraires, tueries extrajudiciaires, mutilations des civils non armés. Le rapport de la Mission OSCE mentionnait que les deux groupes ethniques avaient commis des violences pendant le conflit, mais que la souffrance était accablante pour les Albanais kosovars otages de l'appareil militaire et de la sécurité yougoslave et serbe. La communauté internationale a réagi: le 26 janvier les Etats-Unis et la Russie ont fait une déclaration commune ; même si elle réitère son opposition face à l'utilisation de la force, la Russie a précisé que la Serbie ne pouvait pas compter automatiquement sur son appui. Les Russes ont invité Milosevic à accepter une enquête sur le massacre de Rakak et ils ont appelé à des pourparlers. La France et la Grande Bretagne ont déclaré être prêts pour une action militaire, tout en prenant en compte l'envoi des troupes terrestres dans le cas d'un accord négocié. Le 29 janvier 1999 le Groupe de contact (l'Allemagne, les Etats-Unis, la France, la Grande Bretagne, l'Italie, la Russie), réunit à Londres, a sommé les deux parties de se rencontrer à Rambouillet à partir du 6 février 1999 (Dufour, 2002, p. 226). L'annonce de ces pourparlers a coïncidé avec une étape de détente. Même si les autorités serbes avaient empêché l'arrivée des délégués kosovars et que les discussions avaient été laborieuses, on a de nouveau ajourné l'éventualité et la précision des contours d'une intervention militaire.

Les pourparlers de Rambouillet avaient pour but de conclure un accord intérimaire concernant l'octroi d'une autonomie substantielle au Kosovo – un compromis entre l'aspiration à l'indépendance des Albanais et le refus de Belgrade de leur octroyer des libertés. Le projet prévoyait un gouvernement local aux pouvoirs assez larges – fiscalité et finances locales, santé, éducation, justice, culture, développement économique, les Serbes maintenant leurs prérogatives dans le domaine de la défense, de la politique étrangère et monétaire – et, le plus important pour les Albanais, il prévoyait une propre police. Le texte précisait le respect de l'intégrité de la Fédération yougoslave et le réexamen de la situation de la province après une période de trois ans et il prévoyait le déploiement des forces de l'OTAN pour veiller à l'application de l'accord. (War in the Balkans. Yugoslavia, the bloody spring end of the century, 1999, p. 428) Le Groupe de contact a proposé aux parties les principes suivants: la nécessité de mettre un terme rapide à la violence et de respecter un cessez-le-feu; la solution pacifique de la crise par un dialogue entre les adversaires; la transition en principes de trois ans en attendant la mise en place d'une solution définitive, l'interdiction de tout changement unilatéral du statut provisoire de la province, l'intégrité territoriale de la Yougoslavie et par conséquent des Etats voisins, le respect du droit des communautés (langues, institutions religieuses, enseignement), les élections libres et sous le contrôle de l'OSCE; pas de poursuite judiciaire pour des actions commises durant le conflit du Kosovo sauf pour crimes de guerre ou contre l'humanité; l'amnistie et la libération des prisonniers politiques; la participation internationale et coopération des deux parties en présence au règlement de la crise.

Dès le début les pourparlers se sont avérés difficiles parce que les positions des deux camps étaient «apparemment irréconciliables». Les Serbes ont refusé d'avoir des contacts directs avec les représentants de l'UCK – qualifiée à Belgrade de formation terroriste – et, par conséquent, les discussions ont été menées de façon indirecte, par des médiateurs internationaux, l'américain Christopher Hill, l'autrichien Wolfgang Petritsch et le russe Boris Maïorski. Les délégués ont insisté sur certaines conditions préalables au début des pourparlers: Belgrade exigeait que les Albanais ratifient eux aussi les principes établis par le Groupe de contact et les Kosovars revendiquaient la signature d'un cessez-le-feu et le déploiement immédiat dans la province d'une force militaire internationale. Les demandes des uns étaient inconcevables pour les autres: les Albanais n'ont pas renoncé au référendum pour l'indépendance et les Serbes ont rejeté toute présence militaire sur leur territoire. Les nombreuses visites des deux coprésidents de la conférence, les chefs des diplomaties française et britannique, Hubert Vedrine et Robin Cook, ont essayé de maintenir «le maximum de pression» concernant les pourparlers et Washington a annoncé deux scénarios au cas d'un échec de la conférence, selon les coupables: soit le bombardement des objectifs serbes soit l'abandon du soutien international des ethniques albanais. Les pourparlers ont tergiversé à cause du refus de Belgrade d'accepter une présence militaire internationale. En échange, les

Albanais semblaient adopter une attitude plus flexible et être disposés à renoncer à l'organisation du référendum pour l'indépendance. Le 23 février les négociateurs serbes et albanais ne sont non plus parvenus à conclure un accord de paix. En premier lieu, les Serbes avaient été d'accord avec le traité à condition de quelques ajustements et les Albanais avaient demandé un délai de 15 jours. Ensuite une nouvelle reprise des pourparlers a eu lieu à Paris le 15 mars 1999 afin de signer l'accord en intégralité – le coté politique ainsi que celui militaire - et de faire immédiatement appliquer le cessez-le-feu au Kosovo. Le président Bill Clinton a exprimé sa confiance que les ethniques albanais allaient fermement soutenir l'accord que leurs négociateurs avaient accepté, accord qui représentait «une opportunité pour une meilleure vie après des années de répression et de crainte». Le président a également demandé aux Serbes de revenir à la table des pourparlers «avec l'engagement de signer l'accord en totalité». L'Union européenne a averti les deux parties de profiter de «cette dernière possibilité» si elles souhaitent se dérober des lourdes conséquences d'un échec des négociations. Le secrétaire général Javier Solana a salué les progrès substantiels enregistrés à la conférence, tout en demandant aux deux parties impliquées d'accepter dans les plus brefs délais toutes les prévisions du projet de paix et il a rappelé que l'Alliance était «prête à diriger une force militaire internationale» dans la province serbe afin de surveiller le déroulement de l'accord de paix. (War in the Balkans. Yugoslavia, the bloody spring end of the century, 1999, p. 430)

Les accords de Rambouillet prévoyaient l'occupation militaire ainsi qu'un contrôle politique substantiel de l'OTAN au Kosovo. En fait, ceci impliquait l'occupation militaire effective de l'entière Yougoslavie. L'OTAN allait «constituer et diriger» une force de maintien de la paix – KFOR qui allait se déployer au Kosovo et aux alentours. L'OSCE détient une juridiction formelle concernant les aspects civils de l'accord en collaboration avec le KFOR – armée d'occupation et donc capable à déterminer le cours des événements (Rač, 2001, p. 175). Le 23 mars on a présenté le projet de paix sous la forme d'une résolution dans le parlement serbe. Auparavant, le 20 mars les observateurs OSCE s'étaient retirés du Kosovo en Macédoine et pendant ce temps les forces de sécurité serbes et l'armée yougoslave avaient multiplié les actions contre l'UCK à Drenica. Le parlement a rejeté la demande de l'OTAN pour l'occupation militaire et il a exigé à l'OSCE et à l'ONU de faciliter un accord diplomatique pour une entente diplomatique.

La position officielle a soutenu que c'était le refus de Milosevic d'accepter ou de discuter un projet international de maintien de la paix qui avait déclenché les bombardements de l'OTAN le 24 mars (Rač, 2001, p. 176). Le 23 mars Richard Hoolbrooke s'est rendu pour la dernière fois à Belgrade afin de tenter une détente de la situation et convaincre Milosevic à signer l'accord de Rambouillet, mais il s'est heurté du refus du président serbe, ce qui l'a déterminé à rentrer persuadé que les Serbes ne souhaitent pas accepter «la solution de l'Occident».



Il y a eu beaucoup de commentateurs – parmi lesquels le ministre des Affaires étrangères de la Russie – qui ont déclaré que la crise aurait pu aboutir à une solution diplomatique à Rambouillet si l’OTAN n’avait pas établi des termes si humiliants inacceptables pour les Serbes. Les Américains s’étaient basés trop sur le souvenir des Accords de Dayton et ils avaient cru arriver à une entente avec Milosevic en jouant avec des termes durs, si celui-ci pouvait être persuadé qu’il n’y avait pas d’alternative. Dans ce cas ce que l’on n’avait pas pris en compte c’était la signification politique, historique et culturelle de la province Kosovo pour la Serbie et le fait que l’OTAN n’avait pas été trop persuasif dans les essais antérieurs d’exprimer une image de détermination dans le fait de démontrer une vraie action militaire contre la conduite serbe de la province (Anderson, 2001, p. 18).

Une deuxième vision considère comme réalistes les demandes de l’OTAN pour le droit d’accès militaire et d’immunité si l’on tient compte de la politique de Milosevic de duplicité et de barbarisme. De ce point de vue le délai du respect des sensibilités nationales serbes s’était écoulé et des mesures étaient nécessaires pour essayer de résoudre le conflit et mettre fin aux persécutions ethniques au Kosovo. D’autre côté il y avait des voix dans l’OTAN qui, lors des négociations de Rambouillet, souhaitaient que Milosevic soit puni ou qui croyaient que toute solution diplomatique resterait sans résultats si on ne faisait pas preuve devant les Serbes que l’OTAN pouvait agir fermement contre eux au Kosovo.

On pourrait argumenter le fait que l’OTAN s’est plusieurs fois trompé et ensuite, en dépit d’une solution diplomatique, il avait besoin de montrer avoir gardé son habileté de faire usage de la force afin d’assurer sa crédibilité militaire pour l’avenir de la sécurité par coopération. Dans cette perspective on pourrait dire que l’accord de Rambouillet était dès le début voué à l’échec. Les principes de Rambouillet étant rejetées par les Serbes, la diplomatie a dû entrer dans la phase militaire puisque l’OTAN devait défendre sa crédibilité. Il était évident qu’un échec aurait signifié que l’OTAN était une force épuisée et en plus, selon certains stratèges, une telle situation aurait créé un risque: dans une possible future confrontation avec la Russie, celle-ci n’aurait pas pris au sérieux les menaces de l’Alliance tout en entraînant un conflit. (Anderson, 2001, p. 191)

Dans les conditions de l’échec de la diplomatie préventive de résoudre la crise de Kosovo, des démarches ont été entamées pour rendre facile l’usage de la force contre la Serbie. Madeleine Albright disait que «l’une des caractéristiques d’une bonne diplomatie est de savoir lorsque la diplomatie a atteint ses limites. Et au Kosovo on est arrivés à ce point-là».

### **3. La déclaration unilatérale d'indépendance de la province Kosovo. Réactions internationales**

En 2002 la Serbie et le Monténégro ont rapporté qu'il y avait sur leur territoire 277 000 réfugiés serbes du Kosovo. Le 17 mars 2004, une révolte massive des Albanais du Kosovo s'est soldée avec des dizaines de morts parmi les Serbes, l'incendie délibéré de quelques églises et monastères orthodoxes, ainsi que de nombreux conflits entre les Serbes et les Albanais. Des pourparlers internationaux ont été entamés en 2006 afin d'établir un statut final du Kosovo. L'envoyé spécial de l'ONU, le finlandais Martti Ahtisaari a commencé son activité au sujet du Kosovo en février 2006. En février 2007 il a présenté un projet de statut aux leaders de Belgrade et Pristina prévoyant une « indépendance surveillée » de la province. Au début du juillet 2007 le texte – soutenu par les Etats-Unis, la Grande Bretagne ainsi que par plusieurs pays de l'UE – a été réécrit quatre fois pour satisfaire les exigences de la Russie qui invoquait la résolution 1244/1999 du Conseil de sécurité de l'ONU, restée valable. La Russie, la Chine et cinq pays membres de l'UE ont déclaré ne pas soutenir l'indépendance du Kosovo. La Russie et la Chine ont droit de veto dans ce Conseil. Pendant ce temps les mouvements des séparatistes de l'Europe et des anciennes républiques soviétiques se préparaient à faire usage d'un éventuel «précédent Kosovo» pour demander, à leur tour, l'indépendance. (Alexe, 2008)

Le Kosovo a proclamé son indépendance le 17 février d'une manière unilatérale. Cette décision tellement attendue a suivi à l'échec des discussions programmées entre Belgrade et Pristina.

Pendant deux années le gouvernement serbe et les autorités albanaises du Kosovo ont conduit «les négociations» qui, de tous les points de vue, n'ont été qu'un théâtre «d'ombres». En entrant dans le jeu, les Etats-Unis ont fixé des règles et ont déclaré que la question de l'indépendance était inévitable. Alors, cette option était une démarche inacceptable pour Belgrade et on n'a jamais entrepris aucune tentative de faire un compromis. De son côté, la Serbie a dirigé sa stratégie vers le soutien de la Russie et vers les principes du Droit international en réclamant le respect de la résolution 1224 du Conseil de Sécurité, qui reconnaît explicitement la souveraineté serbe sur la région du Kosovo.

Conformément aux leaders de Pristina la proclamation de l'indépendance du Kosovo est un «calcul» issu d'un procès «concerté» par les principaux acteurs de la scène internationale. Aussi l'Union européenne est-elle entièrement divisée quant à ce sujet. Elle est également sûre que certains de ses Etats membres (l'Espagne, la Grèce, Chypre, la Roumanie et la Slovaquie) n'ont pas l'intention de reconnaître tout de suite l'indépendance du nouvel état.

Bien que diverses, la plupart des réactions internationales ont été prévisibles, tout en étant des conséquences claires des intérêts que les respectifs pouvoirs ont dans l'espace de l'ex Yougoslavie.

La France et la Grande Bretagne ont sur-le-champ salué la décision du parlement de Pristina et d'autres, comme l'Allemagne et l'Italie, ont plaidé pour le calme et la modération, alors que des pays comme la Bulgarie, l'Espagne et la Slovénie se sont abstenus de tout commentaire. La Hongrie en échange a été envahie par la frénésie de l'idée d'utiliser le procédé kosovar en faveur des Hongrois autour des frontières – elle a déjà mentionné aussi la Voïvodine, une autre province serbe où les Hongrois mettent la question de la séparation.

La Chine a exprimé sa «profonde préoccupation» concernant la déclaration unilatérale de l'indépendance du Kosovo. Le lendemain de cette déclaration la reconnaissance du nouvel état du Kosovo a engendré un conflit diplomatique entre la Chine et le Taiwan. A l'inverse, le ministère des Affaires étrangères du Taiwan a émis une déclaration soutenant que la décision du Kosovo est «vraiment admirable» et que le gouvernement est enchanté que le peuple kosovar se réjouisse des fruits de l'indépendance, de la démocratie et de la liberté.

Chypre a averti que la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo «créerait un précédent pour la communauté internationale» et que «la déclaration unilatérale d'indépendance a été faite hors du cadre des principes internationaux», conformément au porte-parole du gouvernement chypriote, Vasilis Palmas (Chesterman, 2004, pp. 120-124). La République Chypre, la partie du sud de l'île divisée en 1974, craint que le domino Kosovo n'entraîne une dynamique similaire de la part de la République turque de Chypre du Nord reconnue seulement par Ankara.

La Fédération russe, suite au précédent Kosovo, a ses raisons d'accuser le double standard occidental et elle a aussitôt commencé à appuyer sur les leviers de chantage concernant l'Occident qui avait perdu la légitimité de se prononcer sur la République de Moldova et sur la Géorgie – vu qu'ils avaient fait la même chose avec la Serbie. Moscou détenait aussi une grande marge de manœuvre dont elle profiterait pleinement, alors que la presse russe déclarait: «L'Europe glissera vers une nouvelle guerre importante.

Après le triomphe des Kosovars, les attitudes séparatistes pourraient renaitre dans des dizaines de pays du monde. Ce n'est pas par hasard si des pays européens qui connaissent de façon directe le séparatisme – Chypre, L'Espagne, la Roumanie, la Grèce – redoutent l'indépendance de Pristina» (Mertus, 2004, p. 16).

Peu de temps après l'adoption par le parlement de Pristina de la déclaration d'indépendance, les russophones du territoire de la Géorgie sont revenus dans le cadre de l'armée. Abkhazie et Ossétie du Sud, des régions séparatistes de la

Géorgie, ont promptement annoncé qu'elles demanderaient à la Russie et à l'ONU la reconnaissance de leur propre indépendance. Les chefs des deux zones contrôlées par des brigades russes ont déjà été invités au Ministère russe des Affaires étrangères, malgré l'irritation des autorités de Tbilissi.

L'indépendance de Kosovo a inévitablement mené à l'affaiblissement de la position de la Moldavie et elle a remis sur le tapis la question de la Transnistrie – base militaire avancée de la Russie orientée comme un éperon vers le flanc du sud de l'OTAN. La presse de la Transnistrie abonde de commentaires enthousiastes tandis que Kremlin réactive ses vieux projets de fédéraliser la Moldavie, plus précisément de «transnistriiser» la Bessarabie.

#### **4. Brèves conclusions**

La déclaration unilatérale de l'indépendance du Kosovo représente un grand pas à l'échelle mondiale, mais c'est l'histoire qui démontrera si la direction est bonne. Pour l'instant, cette indépendance suscite une série d'angoisses aux Etats qui se trouvent dans des situations pareilles à la Serbie. La Russie et l'Espagne sont aussi inquiétées qu'un tel précédent encourage les courants séparatistes de leurs territoires nationaux d'intensifier les actions violentes afin d'obtenir l'indépendance. Bien que les représentants de la minorité hongroise de la Roumanie aient annoncé qu'ils n'avaient pas l'intention de suivre l'exemple kosovar, notre pays se trouve dans une situation semblable.

A la différence des projets échoués de construction d'une société multiethnique et soutenable, le projet d'une indépendance réelle et reconnue sur le plan international pour les Albanais du Kosovo a le mérite de tenir compte des aspirations de la population majoritaire et de remplacer les projets de l'ONU et des Etats-Unis par les décisions prises par les Kosovars.

Dans ce sens le Parlement européen s'est prononcé lui aussi par la résolution 5 février 2009 concernant le Kosovo et le rôle de l'UE, à partir du fait que l'indépendance du Kosovo a été reconnue par 54 pays parmi lesquels 22 des 27 pays membres de l'UE.

Le Parlement européen a salué l'amélioration de la situation de la sécurité au Kosovo et il s'est prononcé en faveur des efforts de la police d'atteindre un degré ambitieux de professionnalisme et de confiance, tout en soulignant à cet égard la nécessité vitale de créer une force de police multiethnique dans toutes les zones du Kosovo.

Le Parlement a aussi manifesté son inquiétude concernant la situation économique du Kosovo et l'influence négative du rythme lent des réformes, la corruption large et le crime organisé sur l'économie et sur la crédibilité des institutions. Il a aussi

souligné la nécessité pour le gouvernement kosovar d'entreprendre des efforts sincères afin d'assurer une meilleure transparence et un niveau accru de responsabilité et de consolider les relations entre le niveau politique et la société civile. Le gouvernement du Kosovo a été invité à faire usage des fonds publics, ainsi que des fonds reçus de la part des donateurs internationaux d'une manière transparente et responsable. La Commission européenne a été invitée à aider les autorités du Kosovo à atteindre les standards européens dans les domaines de la responsabilité du secteur public et de la transparence économique afin de créer un milieu attractif et favorable aux investissements et au développement des affaires.

La résolution a mis en évidence la nécessité d'une administration centralisée, telle qu'on stipule dans la proposition globale concernant l'accord sur le statut, en montrant que la décentralisation n'était pas seulement dans l'intérêt de la communauté serbe, mais aussi dans l'avantage de tous les citoyens du Kosovo – vu que le résultat serait une administration plus transparente et plus proche des citoyens.

Le Parlement a également souligné l'importance d'une société civile puissante et la nécessité du développement des médias libres, tout en promouvant un esprit pacifiste, la tolérance et le dialogue interculturel et interreligieux parmi toutes les communautés du Kosovo, à savoir les Albanais, les Serbes, les Bosniaques, les Gorans, les Egyptiens, les Roms et les Turcs.

## 5. References

- Williams, Christopher (2010). Kosovo: a fuse for the lighting. *The Kosovo crisis. The Last American War in Europe?*, coord. Tony Weymouth et Stanley Henig, Ed. Reuters.
- Wall, James M. *Kosovo crisis: ethnic-religious battleground available at [http://www.findarticles.com/cf\\_0/m1058/n9\\_115/p.1/article/html](http://www.findarticles.com/cf_0/m1058/n9_115/p.1/article/html)*
- Vlad, Corneliu (2001). De la Serbia Mare la Albania Mare?/From Great Serbia to Great Albania? *Lumea/The World*, IX, no. 8 (100).
- Dragnich, N. (1995). *Yugoslavia's Desintegration and the Struggle for Truth*. New York: Columbia University Press.
- Dufour, Jean-Louis (2002). *Crizele Internationale de la Beijing (1900) la Kosovo (1999)/Beijing International Crises (1900) in Kosovo (1999)*. Bucharest: Corint.
- Hammond, Philip & Herman, Edward S. (2003). *Degraded Capability: The Media and the Kosovo Crisis*. Pluto Press.
- Raț, Alin (2001). Suveranitate vs. intervenționism: aspecte privind legalitatea intervenției NATO în Kosovo – 1999/Sovereignty vs. interventionism: legality issues NATO intervention in Kosovo – 1999. *Paradigme în relațiile internaționale/ Paradigm in international relations*, coord. Vasile Vesa & Adrian Ivan. Cluj: Accent.

Anderson, Peter J. (2001). Air strike: NATO astride Kosovo. *The Kosovo crisis. The last American War in Europe?* coord. Tony Weymouth et Stanley Henig. Ed. Reuters.

Alexe, Vladimir (2008). Istoria Provinciei Kosovo/ History of Kosovo. *Ziua/Day newspaper*, January.

Chesterman, Simon (2004). *You, the People: The United Nations, Transitional Administration, and State-building*. Oxford: Oxford University Press.

Mertus, Julie (2004). *Open Wounds: Human Rights Abuses in Kosovo*. Ed. Human Rights Watch.

\*\*\*<http://www.itcnet.ro/history>.

\*\*\*(1999). *Război în Balcani. Iugoslavia, primăvara sângeroasă la sfârșit de secol/ War in the Balkans. Yugoslavia, the bloody spring end of the century*. Bucharest: AldoPress.

\*\*\**Resolution 1199 (1998), adopted by the Security Council on 23 September 1998*, [www.nato.int/1199/docu/u980923a.html](http://www.nato.int/1199/docu/u980923a.html).

\*\*\**Le Manuel NATO (2001)*.